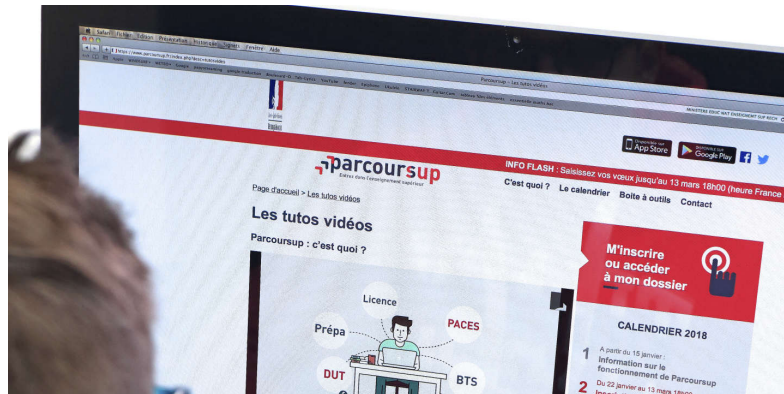




« Parcoursup a échoué à rendre acceptable la pénurie de places dans l'enseignement supérieur »



- Opinions
- Tribunes

Tribune

Thibaud Boncourt

Maître de conférences en science politique, président de la commission d'examen des vœux Parcoursup de la licence science politique, université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Le gouffre entre le nombre de candidatures de qualité et le nombre de places proposées rend impossible de produire un classement juste, souligne, dans une tribune au « Monde », Thibaud Boncourt, maître de conférences en science politique et président d'une commission d'examen des vœux Parcoursup.

Publié hier à 09h00 Temps de Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune . A l'été 2017, des milliers de néo-bacheliers se sont retrouvés sans proposition d'affectation dans l'enseignement supérieur. Parmi eux, d'excellents candidats présentés par Frédérique Vidal comme les victimes d'une « injustice », car écartés des formations auxquelles ils prétendaient, non du fait de leurs résultats, mais à cause du tirage au sort opéré par la plate-forme « Admission Post Bac » (APB).

Confronté, dans les termes d'Edouard Philippe, à « une immense insatisfaction, un sentiment de gâchis et de colère dans les familles » (*Le Monde* , 30 octobre 2017), le gouvernement a remplacé APB, en 2018, par Parcoursup et remis le « mérite » au centre de l'admission dans l'enseignement supérieur. Les établissements ont alors été appelés à classer eux-mêmes les candidatures, en fonction d'une série de « critères » et d'« attendus ».

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Parcoursup : l'enseignement supérieur sans boussole face aux candidatures

Cette réforme n'a pas réglé le problème de fond : l'enseignement supérieur n'est toujours pas en capacité d'accueillir tous les candidats, chaque année plus nombreux, dans les filières de leur choix. Elle a simplement visé à rendre l'éviction d'une partie d'entre eux plus acceptable, en écartant « l'injustice » du tirage au sort.

Impossible de produire un classement juste

Trois ans plus tard, l'échec de cette stratégie est patent. Parcoursup, comme APB, continue d'alimenter l'incompréhension et les sentiments d'injustice. L'amertume suscitée par les résultats d'admissibilité à Sciences Po Paris, publiés la semaine dernière sur la plate-forme, en est l'illustration la plus récente. Elle est emblématique des déceptions que produisent, chaque année, les classements des nombreuses filières « en tension ».

Le problème est finalement le même qu'à l'époque d'APB : comment comprendre que des lycéens pourtant excellents à tous points de vue n'obtiennent pas la filière de leur choix ? Pour expliquer l'inexplicable, on multiplie les hypothèses : serait-ce parce que la notation réputée sévère des grands lycées parisiens nuit à leurs élèves ? Serait-ce parce que certaines formations discriminent positivement les boursiers, ou négativement certaines catégories de candidats (en vrac : certains choix de spécialités, les lycées privés, etc.) ? Serait-ce parce que certaines commissions classent uniquement sur la base des notes, sans prêter attention aux éléments plus qualitatifs des dossiers ? Serait-ce parce que, dans le contexte de la crise sanitaire, les lycées en présentiel sont favorisés ?

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Démocratiser le recrutement sans renoncer à l'élitisme, la difficile ligne de crête des Sciences Po

Pour qui a été confronté au redoutable problème du classement des candidatures reçues par des filières en tension, la réponse est bien plus simple : Parcoursup a échoué à rendre acceptable la pénurie de places dans l'enseignement supérieur. Le gouffre entre le nombre de candidatures de qualité et le nombre de places proposées est tel qu'il est impossible de produire un classement juste.

La majorité des candidats a un profil similaire

A titre d'exemple, la licence de science politique de l'université Paris-I – Panthéon-Sorbonne, dite « non sélective », a reçu cette année plus de 7 000 candidatures pour 80 places. La majorité de ces candidats a un profil similaire : notes excellentes, appréciations dithyrambiques, spécialisations lycéennes pertinentes, investissements extra-scolaires intéressants, projets de formation cohérents. Depuis 2018, cette homogénéité dans « l'excellence » est allée croissant : les notes sont de plus en plus élevées, les parcours des candidats de plus en plus convergents, les lettres de motivation de plus en plus similaires.

Cette convergence s'explique sans doute par de multiples facteurs : les lycées, conscients de l'importance croissante des notes et des appréciations de contrôle continu, changent leur politique d'évaluation, de sorte qu'il est de plus en plus difficile de comprendre ce que valent effectivement un 16 sur 20 et des « félicitations » sur un bulletin. Les étudiants, forts de leur expérience, conseillent les candidats quant à la composition de leurs dossiers. Des entreprises privées, sur la base d'une expertise au demeurant discutable, proposent, à des tarifs élevés, une aide à la constitution des candidatures. Les candidats, parce qu'ils ont choisi telle ou telle spécialité dans le cadre de la réforme du lycée, se sentent naturellement « appelés » vers certaines filières. Article réservé à nos abonnés Lire aussi Maintenir ou pas les concours : les grandes écoles en rangs dispersés

En outre, en fonction de leurs résultats scolaires, les candidats s'autocensurent ou s'auto-habilitent : sur la base des taux d'admission des années précédentes, ils se font une idée des filières supposément plus ou moins « prestigieuses » et ajustent leurs stratégies en fonction de ces perceptions. L'ensemble de ces processus contribue à construire les règles informelles de la compétition Parcoursup, et à concentrer des dossiers similaires sur un nombre réduit de formations.

« Nous excluons bien plus que nous accueillons »



Une logique de marché non régulé s'est ainsi mise en place. Autrement dit, une course impitoyable au bien réputé le plus rare. Confrontées à la tâche impossible de départager des profils à bien des égards identiques, les commissions d'examen des vœux ne comptent pas leurs heures et rivalisent d'ingéniosité, au moyen d'algorithmes parfois très sophistiqués .

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Dans « La Tyrannie du mérite », la méritocratie, mère d'une nouvelle noblesse de robe

Pour la licence de science politique de l'université Paris-I, nous tâchons de classer les candidatures de manière à composer une promotion plurielle sur les plans scolaires, sociaux et géographiques, qui fasse honneur à la promesse républicaine d'un enseignement supérieur à la fois exigeant, ouvert et divers.

Mais la satisfaction de construire une promotion qui corresponde à ces valeurs n'efface pas l'essentiel : nous excluons bien plus que nous n'accueillons ; nous produisons des injustices ; nous générons des déceptions, des incompréhensions et des colères ; nous bricolons pour gérer la pénurie, faute de pouvoir offrir une place à tous les candidats qui ont démontré leur potentiel à réussir dans notre formation. Lorsque notre classement sera rendu public le 27 mai prochain, c'est la frustration, pas la joie, qui dominera chez nos candidats, et nous ne pourrons qu'en être profondément désolés.

Contrecarrer les effets délétères des dispositifs actuels

Dans *La Tyrannie du mérite : Qu'avons-nous fait du bien commun ?* (Albin Michel, 2021), le philosophe états-unien Michael Sandel a récemment rappelé que ce type d'injustices, produites au nom de la « méritocratie », contiennent en germe une crise du lien social. Elles abîment d'après lui le sentiment de reconnaissance sociale, en donnant à des milliers d'individus l'impression de ne pas trouver leur juste place dans la société. Elles produisent aussi des effets politiques en alimentant la montée des votes protestataires, singulièrement à l'extrême droite.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi « La croyance selon laquelle le mérite détermine la réussite est fausse »

Si nous voulons éviter de générer ce type de frustrations à l'échelle d'une génération, il est urgent de contrecarrer les effets délétères des dispositifs actuels. Pour ce faire, il apparaît essentiel de casser la logique de l'impossible classement au profit d'une évaluation de la capacité des candidats à réussir, ou non, dans la formation concernée.

Dès lors que cette capacité est établie, elle justifie une création substantielle de places dans les filières « en tension », avec la construction de nouveaux bâtiments pour les accueillir et le recrutement d'enseignants-chercheurs titulaires pour les encadrer. Elle appelle aussi une régulation nationale des filières par un rééquilibrage géographique de leurs capacités d'accueil, une refonte des logiques territoriales d'affectation et la casse volontariste des hiérarchies symboliques, matérielles et financières entre les établissements. Le coût d'un tel effort est considérable, mais il est à la mesure du projet de société qu'il s'agit de sauver.

Thibaud Boncourt (Maître de conférences en science politique, président de la commission d'examen des vœux Parcoursup de la licence science politique, université Paris-I Panthéon-Sorbonne.)

Contribuer

Services



FORMATION PROFESSIONNELLE avec topformation.fr



**COMPAREZ
DES MILLIERS
DE FORMATIONS**
en France

Recherchez

FORMATION ANGLAIS avec Gymglish

POUR AMÉLIORER
VOTRE **ANGLAIS**

1 MOIS OFFERT

